



Radhi Meddeb Directeur général d'IpeMED

Nos meilleurs vœux

► En ce début d'année 2010, je cède volontairement à la tentation des vœux, mais également à celle des constats. S'il est de bon ton d'être optimiste en de telles circonstances, nul ne peut ignorer les tensions au Proche-Orient, qui continuent à peser sur toute velléité

de construction régionale, et la gestion des intérêts à court terme qui, sous l'œil indulgent d'un Occident timoré, bafoue tous les jours impunément les résolutions du Conseil de sécurité.

L'année 2009 aura été difficile pour tous. Elle aura eu néanmoins la vertu de montrer que même si le Sud de la Méditerranée a souffert, ses économies restent attractives puisque l'écart de croissance entre le Sud et le Nord s'est approfondi en faveur du premier. Dix-huit mois après le Sommet de Paris du 13 juillet

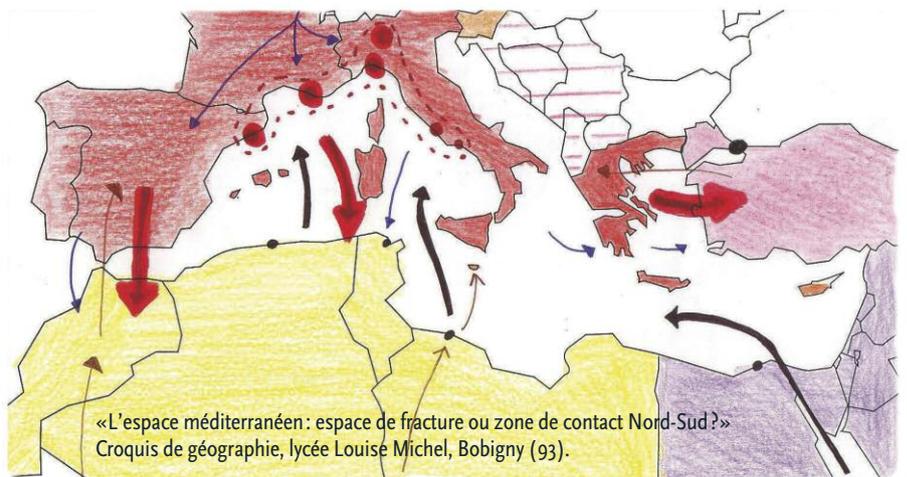
2008, le secrétariat général de l'UPM semble enfin se mettre en place. Il faut espérer que cela redonne espoir aux populations et réalité aux projets. Trop de temps a été perdu, trop d'illusions se sont évanouies et il est temps de se remobiliser collectivement. Nul n'a droit à l'échec. Modestement, mais inlassablement, IpeMED continue à militer sur le long terme, épaulé par la volonté inébranlable des chefs d'entreprises sur le chemin d'un partenariat qui ne pourra être fait que de solidarité, de proximité et de complémentarité.

Qu'est-ce qu'être Méditerranéen ?

ALORS QUE L'UNION pour la Méditerranée (UPM) semble reprendre quelques modestes couleurs, il serait peut-être opportun de se pencher sur ce qui peut bien lier les deux rives. Il y a certes la géographie et la réalité qu'elle impose. Dans les deux sens, il y a des échanges commerciaux, des flux financiers constants, des mouvements incessants d'hommes et de femmes (malgré les obstacles créés par les visas et les politiques sécuritaires de l'Europe), cela sans compter des liens physiques tels les gazoducs qu'une métaphore pourrait assimiler à des artères vitales pour la sécurité énergétique de l'Europe du Sud.

Mais tout cela est connu et rabâché. Reste une question fondamentale: qu'est-ce qu'être Méditerranéen? Car si l'on parle d'Union pour la Méditerranée ou tout simplement de processus euro-méditerranéen, c'est bien parce que l'on part du postulat selon lequel il existerait actuellement, au-delà de l'héritage commun, une proximité dans les identités méditerranéennes sur laquelle se construirait tout rapprochement économique, voire politique, entre les deux rives. Or, ce postulat n'a rien d'évident ou, du moins, il est sans cesse questionné par l'actualité mais aussi par l'évolution des sociétés.

LA NÉCESSITÉ D'UN MAGHREB UNI Passons sur le fait que les polémiques récurrentes en Europe à propos de l'islam sont plus à même de séparer que de rapprocher d'un côté, le Nord, et de l'autre, le Sud et l'Est de la Méditerranée. Prenons plutôt quelques jeunes hommes ou jeunes femmes d'Alger, Casablanca ou Tunis. Malgré les vicissitudes politiques dans la région, ces derniers ressentent encore, sans toujours être capables de la for-



L'IDENTITÉ MÉDITERRANÉENNE EST TOUT SAUF ÉVIDENTE. SI ON VEUT QUE L'UPM SOIT PRISE AU SÉRIEUX PAR LES POPULATIONS, IL FAUT RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

muler, la nécessité d'un Maghreb uni. N'ayant pas connu la période des luttes nationalistes ni même celle qui a suivi les indépendances, ils savent néanmoins que cette union est un grand dessein pour leurs pays. À l'inverse, la Méditerranée, ne leur dit rien ou pas grand-chose. Faute de pouvoir se déplacer au Nord; faute de réaliser, qu'effectivement, il y a bien un air de famille, une parenté, sur laquelle on peut bâtir des projets, le rapprochement entre les deux rives demeurera pour eux un processus lointain et abstrait, pensé dans les Etats-majors politiques et récupéré par des élites qui feront de la Méditerranée un prétexte à d'innombrables colloques. Qu'est-ce qu'être Méditerranéen? Au-delà du goût pour l'huile de l'olive, le blé, les nêfles, les agrumes, les grenades et le vin, voilà une question à laquelle il est nécessaire de répondre si l'on veut que l'UPM soit prise au sérieux par des populations pour qui l'identité méditerranéenne est tout sauf évidente.

Akram Belkaid Journaliste et conseiller éditorial d'IpeMED



IPEMED

INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN

Une nomination et des questions

L'Union pour la Méditerranée (UPM) devrait enfin avoir son secrétaire général en la personne du diplomate jordanien Ahmad Massa'deh, actuel ambassadeur de son pays auprès de l'Union européenne (UE) et de l'Otan à Bruxelles depuis août 2006 (lire ci-dessous). Réunis le 12 janvier à Bruxelles, des hauts fonctionnaires, représentant les pays membres de l'UPM, ont accepté par consensus sa désignation. Dès lors, les ministres des Affaires étrangères de tous les pays membres devraient entériner cette nomination laquelle pourrait devenir effective début février, la date du 9 étant fréquemment citée. En tout état de cause, le SG de l'UPM devrait prendre ses fonctions avant la fin du premier trimestre 2010.

UNE FEUILLE DE ROUTE ÉVIDENTE Ahmad Massa'deh aura pour mission de préparer le second sommet de l'UPM qui aura lieu en juin à Barcelone (au lieu du Caire comme prévu initialement après le Sommet de Paris le 13 juillet 2008). Il devra aussi donner de la cohérence et de la visibilité à un processus qui ne convainc guère en raison des divisions et rivalités politiques en Méditerranée sans oublier l'enlisement, pour ne pas dire l'aggravation, du conflit israélo-palestinien. Bien entendu, la nomination d'un secrétaire général de l'UPM est une première bonne nouvelle. Pour autant, il reste encore nombre d'interrogations qui exigent des réponses urgentes.

Parmi elles, il y a la composition des six secrétaires généraux adjoints qui l'épauleront. On sait que l'un d'eux sera palestinien et qu'un autre sera israélien. Pour les autres, il devrait y avoir les représentants respectifs de la Grèce, de la Turquie, de Malte et de l'Italie. Cer-

AHMAD MASSA'DEH DEVRAIT DEVENIR SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UPM. UNE PREMIÈRE BONNE NOUVELLE. MAIS IL RESTE DES INTERROGATIONS QUI EXIGENT DES RÉPONSES URGENTES.

tains diplomates assurent que la Ligue arabe sera représentée au niveau des secrétaires généraux adjoints. Mais c'est avant tout leurs prérogatives qui alimentent les spéculations. À ce sujet, les portefeuilles du secrétariat général devraient être: le développement économique et les PME-PMI, la dépollution et l'environnement, les questions sociales et la protection civile, l'enseignement supérieur et la recherche, les transports et l'énergie.

Tout en relevant qu'il n'est toujours pas question d'agriculture – un thème pourtant fondamental pour la Méditerranée – les observateurs s'interrogent sur les relations que vont entretenir l'UPM et la Commission européenne par rapport à ces domaines de compétence. De même, la question cruciale du budget de fonctionnement de l'UPM reste en suspens.

Autre incertitude: la future co-présidence de l'UPM. Le couple franco-égyptien devra rendre les rênes à la fin du premier semestre 2010 mais on ne sait pas encore qui va le remplacer. Est-ce un duo espano-marocain ou bien espano-tunisien, la présence d'un pays maghrébin à la co-présidence s'imposant du fait de l'absence de cette région au niveau du secrétariat général (cela sans oublier la forte réticence des autorités algériennes à l'égard de l'UPM). Mais le Traité de Lisbonne étant entré en vigueur le 1^{er} décembre dernier, on peut légitimement se demander si l'Espagne sera en droit de co-présider l'UPM alors que l'Union européenne dispose d'un président permanent du Conseil européen (Herman Van Rompuy) et d'une haute représentante aux Affaires étrangères (Catherine Ashton). L'UPM s'éveille de nouveau mais elle n'est toujours pas en ordre de marche... **Akram Belkaïd**

REPÈRE

70 milliards d'euros

C'est, selon l'observatoire Anima-Mipo, le montant total des 700 projets d'investissements directs étrangers (IDE) lancés depuis 2003 par des opérateurs des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) au Sud et à l'Est de la Méditerranée. Les pays du CCG représentent la deuxième source stable d'IDE derrière l'Europe.

PORTRAIT Ahmad Massa'deh, spécialiste du droit international

● Né à Amman en 1969, Ahmad Massa'deh, fils d'un ancien ministre de la Justice, a étudié le droit à l'université jordanienne avant de se spécialiser dans le système juridique américain à Georgetown. Il a obtenu sa maîtrise en droit de l'université de Virginie à Charlottesville (États-Unis) en 1992, et son doctorat au King's College à Londres en 2000. Sa carrière politique a débuté en 2004 quand il a occupé le poste de ministre de la Réforme du secteur public jusqu'en 2005. Il avait alors supervisé un programme pour la réforme des administrations publiques et du service civil en Jordanie. Avant cela, il a travaillé dans un des principaux cabinets



d'avocats en Jordanie, se spécialisant dans le droit des sociétés, les investissements étrangers, le commerce international, la restructuration et la privatisation. Il a également enseigné le droit international à l'université jordanienne durant cette période. À Bruxelles, il a œuvré au développement des relations entre la Jordanie et les pays de l'UE, et participé à la création du premier «groupe d'amis de la Jordanie» au sein du Parlement européen. Il a en outre joué un rôle essentiel dans la signature d'un accord renforçant les relations entre la Jordanie et l'Otan.

AGENDA RENCONTRES

Forum Meda Women
Organisé par Business-Med avec le soutien du programme Invest in Med, l'Union méditerranéenne des confédérations d'entreprise, Meda Women aura lieu à Tunis. On y débatera de la situation de la femme en Méditerranée, des nouvelles possibilités qui s'offrent à elles en matière de réseautage ainsi que des fonds disponibles dans la région. Des rencontres directes (B2B) entre les participants des pays du pourtour méditerranéen auront lieu le 25 au matin.

24-25 février 2010
Hôtel Acropole, Tunis

La Recherche méditerranéenne a Montecatini

Dans le cadre de son programme «Méditerranéenne», l'Institut universitaire européen (European University Institute, EUI) accueillera à Montecatini (Italie), la onzième rencontre de la Recherche méditerranéenne. L'atelier portera sur le rôle des pays du Golfe dans l'économie mondiale.

24-27 mars 2010,
<http://www.eui.eu>
Contact: Angela Di Maria
angela.dimaria@bancaditalia.it
Tél.: +39 06 4792 5063

Ecomed 2010. 2^e salon international de la maîtrise de l'énergie

Organisé en Tunisie par Médina Events et la Chambre syndicale nationale des énergies renouvelables, en partenariat avec l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie (Tunisie), ce salon présentera la politique de la Tunisie en matière d'économie d'énergie. Une grande partie sera consacrée aux énergies renouvelables. En marge, sont prévues des conférences économiques et scientifiques.

Expo Center Médina Yasmine, Hammamet, Tunisie
22-24 avril 2010
www.ecomed-expo.com

L'intégration économique euro-méditerranéenne est possible

Convergence
La Méditerranée s'engage dans un plus fort transfert de valeur ajoutée entre ses rives

MAURIZIO CASCIOLI,
GUILLAUME MORTELIER

«Les Notes Ipemed» n°5, novembre 2009, bilingue français-anglais. Disponible sur www.ipemed.coop

Les partisans du rapprochement par l'économie entre les deux rives de la Méditerranée ont-ils raison d'affirmer que les entreprises européennes ont tout à gagner d'une installation dans les pays du Sud et de l'Est de la *Mare Nostrum* (Psem) ? La réponse à cette question est indispensable pour lever les doutes quant à l'attractivité de cette région. C'est pourquoi Ipemed a mené une étude, *Convergence*, destinée à «examiner des situations de partenariat Nord-Sud» pour comprendre les motivations et les attentes mais également les résultats et les évolutions de cette dynamique. Maurizio Cascioli, chef de projet à Ipemed, et Guillaume Mortelier, chargé d'investissement chez Proparco (filiale de l'Agence française de développement, membre fondateur d'Ipemed), ont mené près de deux cents entretiens auprès de chefs d'entreprises du Nord, du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Les premières conclusions ont été publiées par Ipemed dans une note de synthèse avant la parution, prévue au printemps 2010, de l'étude dans sa totalité.

MONTÉES EN GAMME L'un des enseignements majeurs est que la cartographie des entreprises européennes qui s'installent au Sud et à l'Est de la Méditerranée change dans un sens plus favorable au transfert de valeur ajoutée. Certes, nombre des implantations continuent de concerner des secteurs tels que l'énergie, le tourisme ou l'immobilier. Les flux de capitaux mobilisés pour ces investissements n'induisent ainsi «*que peu de transfert de compétences techniques ou managériales et les activités qu'ils financent ne s'intègrent guère dans une chaîne de valeur locale*». Il s'agit là de la phase primaire dans la dynamique d'intégration entre les deux rives.



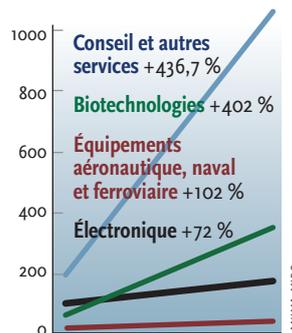
Contrairement à une idée reçue qui ne voit, dans cette région, que de simples ateliers pour l'Europe, les phases deux (mise en place de systèmes productifs intégrés) et trois (mise en place d'activités à forte valeur ajoutée) sont constatées dans le textile où les «industries méditerranéennes, notamment marocaines, tuni-

siennes, jordaniennes, turques et égyptiennes» ont su, face à la concurrence chinoise, s'appuyer sur des atouts tels que la proximité géographique et culturelle. D'autres secteurs (équipements aéronautiques ou électriques) ont profité de cette proximité tout en tirant parti «*d'une main-d'œuvre locale qualifiée et motivée*» car «*c'est surtout l'efficacité des interactions entre les équipes des centres européens et les équipes locales qui explique le succès de ces implantations dans des secteurs où les exigences de qualité sont fortes et le degré de customisation élevé.*»

Plus révélateur encore, des entreprises européennes se sont engagées dans des activités à forte valeur ajoutée depuis le début des années 2000. De fait, nombre d'entre elles, présentes dans les Psem, ont «pris conscience de l'opportunité que représentait la présence d'ingénieurs qualifiés avec des salaires modérés, capables de collaborer efficacement avec des équipes européennes». Cette phase trois, marquée par le transfert vers le Sud d'une activité à valeur ajoutée plus forte que le simple assemblage ou la production intégrée est une bonne nouvelle pour les rives

sud et est. Il reste aux États de cette région de consolider cette tendance en adaptant leur législation, notamment en renforçant la sécurité des investissements (un thème sur lequel Ipemed mène une large réflexion), afin de permettre l'avènement d'une quatrième phase: l'émergence de technopoles d'envergure régionale voire mondiale. Une évolution indispensable pour la naissance de champions nationaux et la montée en gamme des activités développées. **A.B.E.**

Évolution des IDE dans les secteurs à forte valeur ajoutée entre 2007 et 2008
En millions d'euros



REVUES

MEDenergie

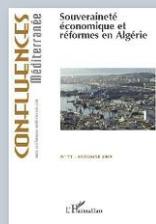
Janvier 2010. Sur abonnement, www.medenergie.com

Cette revue trimestrielle publie une analyse à propos de l'énergie et de l'eau en Méditerranée en liaison avec le dessalement de l'eau de mer. Une autre étude aborde la coopération internationale comme solution à la crise énergétique et environnementale. À noter aussi un article sur les défis de la diversification des économies dépendantes du pétrole avec comme exemple «*l'Algérie dans le contexte du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord*». L'article propose aussi un cadre d'analyse générique pour structurer la réflexion et permettre une évaluation critique de la situation d'autres pays producteurs de pétrole. À noter enfin, un entretien avec Othman Ben Arfa, PDG de la Steg (Tunisie) qui revient sur le programme d'équipements mis en place pour faire face à la demande d'électricité en Tunisie.

Confluences Méditerranée

N°71, automne 2009, www.confluences-mediterranee.com, L'Harmattan

La revue a pour thème: **Souveraineté économique et réformes en Algérie.** Dans un article liminaire,



les économistes Mihoub Mezouaghi et Fatiha Talahite explorent les «*paradoxes de la souveraineté économique en Algérie*». On citera le papier

d'Ahmed Henni, ancien membre du Conseil de la monnaie et du crédit de la Banque d'Algérie, à propos des enseignements sur la «*réforme monétaire et financière en Algérie*», celui de Lyazid Kichou, chercheur au CRISEA sur les «*privatisations en Algérie*» et leur acuité ou encore le texte de Mustapha Mekideche, vice-président du Conseil national économique et social algérien, qui analyse l'influence des hydrocarbures sur la croissance économique en Algérie.

PUBLICATION

Agricultures et pêches dans les îles méditerranéennes

«La lettre de veille du Ciheam». Automne 2009, n°11

Le Centre international des Hautes études agronomiques se penche sur le développement agricole des îles de la Méditerranée (près de deux cents d'entre elles sont habitées) au regard des multiples contraintes insulaires qu'il a pu et peut encore subir.

LA POSTE Cap maintenu sur l'investissement

En 2010, outre la stabilisation de sa marge opérationnelle dans un contexte économique et concurrentiel incertain, La Poste entend poursuivre sa politique de maîtrise des charges et développer de nouvelles activités. Les objectifs d'investissement sont ainsi maintenus à un niveau élevé (1,1 milliard d'euros contre près de 900 millions en 2009). Ce qui correspond aux ambitions du groupe qui projette une augmentation de son capital et de sa capacité d'autofinancement. À l'issue du conseil d'administration réuni en décembre sous la présidence de Jean-Paul Bailly, six objectifs ont été retenus : la modernisation de l'outil industriel à travers le courrier et les bureaux de poste, le maintien de la présence territoriale, le développement de la Banque postale, du colis express (acquisition de sociétés externes) et des relais de croissance du courrier (prestations sur mesure) et enfin la participation au plan de relance de l'économie française par le biais d'une seconde contribution, après celle de 2009 qui a atteint un montant de 240 millions d'euros.

Les résultats enregistrés en 2009 seront connus le 11 mars. Le groupe s'attend d'ores et déjà à une marge opérationnelle consolidée aux alentours de 2,5 %, mal-

LES OBJECTIFS D'INVESTISSEMENT S'ÉLÈVENT À 1,1 MILLIARD D'EUROS. LE GROUPE PROJETTE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL ET DE SA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT.



Jean-Paul Bailly
préside le groupe
La Poste depuis 2002.

gré une baisse plus forte que prévue des volumes du courrier. Le résultat d'exploitation devrait être d'environ 500 millions d'euros tandis que le chiffre d'affaires afficherait une baisse de l'ordre de -3 % par rapport à 2008, ce qui correspond à une réduction des volumes du courrier (-5,8 %) et du colis express (-4,5 %).

MAÎTRISE DES COÛTS En 2009, les différents métiers ont mis en place des programmes de maîtrise des coûts permettant de viser, pour la première fois, une diminution des charges, à périmètre et change constants. Cette maîtrise des coûts s'est accompagnée des meilleurs résultats jamais obtenus en matière de qualité de service (plus de 84,5 % pour le courrier prioritaire et plus de 93 % de colis suivis distribué en J+2). Concernant la Méditerranée, Ipemed continuera de soutenir le projet lancé en 2007 par La Poste afin de créer l'Euromed postal. Une initiative ayant pour ambition de soutenir le développement et l'intégration économique de la zone euro-méditerranéenne, en valorisant le rôle et l'importance des Postes dans l'économie des différents pays et favorisant les coopérations entre les acteurs du secteur postal.

DU CÔTÉ D'IPEMED

Une réflexion sur la sécurité alimentaire



La sécurité alimentaire fait partie des thèmes d'étude prioritaires d'Ipemed en 2010.

● Ipemed a tenu les 17-19 décembre à Maffliers près de Paris, le troisième séminaire thématique du monde méditerranéen. Après la *Prospective* (juin 2009) et l'*Eau* (novembre), ce séminaire, organisé avec l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (IAMM-Ciheam), était consacré à l'agriculture, et plus précisément à la *sécurité alimentaire en Méditerranée*, thème qui constituera un axe majeur d'étude pour Ipemed en 2010⁽¹⁾. Une cinquantaine d'experts de haut niveau – nutritionnistes, économistes, agronomes, responsables de syndicats professionnels, industriels,

directeurs d'administrations centrales – de douze pays euro-méditerranéens étaient réunis. L'objectif de ces rencontres est d'assurer le brassage des élites d'aujourd'hui et de demain, afin de tisser des relations de confiance et de faciliter des projets communs. Mais, au-delà, trois conclusions ont été dégagées. La première stipule que si rien ne modifie les tendances à l'œuvre, le déficit alimentaire des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée va en faire, d'ici à vingt ans, la partie du monde la plus critique en termes d'insécurité alimentaire. En second lieu, il est urgent que les acteurs euro-méditerranéens,

publics et privés, lancent un pacte agricole, agroalimentaire et rural pour améliorer la sécurité alimentaire qualitative et quantitative des populations, développer les territoires ruraux et organiser des filières agroalimentaires compétitives. Enfin, la réalisation de ce pacte commence par la nécessité absolue d'associer les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée aux discussions prochaines sur la future politique agricole commune (Pac) pour la période allant de 2014 à 2020.

Pierre Beckouche

(1) Une Note Ipemed sur ce thème est à paraître en février 2010.



IPEMED

INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN

IPEMED News LETTRE MENSUELLE D'INFORMATION DE L'INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN, UNE ASSOCIATION DONT LE BUT EST DE RAPPROCHER LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE PAR L'ÉCONOMIE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Louis Guigou RÉDACTEUR EN CHEF : Akram Belkaïd ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO : Véronique Stéphan, Pierre Beckouche PHOTOS : D.R. RÉALISATION : Patricia Jezequel, Alain de Pommereau IMPRESSION : ALCG Imprimerie ABONNEMENTS ET CONTACT : contact@ipemed.coop